

## ABONNEMENT.

PARIS.

Trois mois . . . 3 francs.  
Six mois . . . 6 —  
Un an . . . 12 —

DÉPARTEMENTS.

Trois mois . . . 5 francs.  
Six mois . . . 7 —  
Un an . . . 14 —

## L'EXAMEN

Revue Politique, Sociale, Administrative et Littéraire.

PARAISANT TOUS LES SAMEDIS.

Rédacteur en chef : CHARLES DE MASSIS.

Tous les Articles signés d'un M ont, pour auteur, M. Charles de Massis.

## BUREAU.

Boulevard St-Denis, 8.

Chez M. GÉRARD, libraire.

Toutes demandes relatives au journal doivent être adressées au Bureau, à l'adresse du Rédacteur en chef de L'EXAMEN.

**Sommaire.** — Manifeste. — Des Gouvernements nouveaux. — A la Pologne (en 1853). — REVUE ADMINISTRATIVE : Réclamations des Préposés des Douanes. — Lettre adressée à M. Marrast, au sujet des dernières élections. — REVUE GÉNÉRALE : Le roi des Belges et l'empereur d'Autriche. — Le roi de Naples et le roi Charles Albert. — ÉCONOMIE SOCIALE : De l'étude des langues anciennes.

## MANIFESTE.

Quand un candidat pour l'Assemblée nationale se présente à la barre des Clubs, la première question sur laquelle il se croit obligé de répondre est celle-ci : Qui êtes-vous ? — Qu'avez-vous fait ? — Quelles garanties votre passé offre-t-il pour l'avenir ?

Un journal, lui aussi, est une tribune, et je suis du nombre de ceux qui pensent que cette tribune, si modeste qu'elle soit, n'est pas toujours la moins puissante. Ce que la voix ne dit qu'à quelques-uns, un journal l'apprend à tous, et ce serait donner un démenti à des faits incontestables, que de dénier l'influence que chaque feuille qui s'imprime et se répand exerce sur une multitude d'esprits.

Je pense donc qu'à l'instant même où un journal se fonde, l'homme qui veut le diriger doit exposer, sans restriction, ses croyances politiques. Je dis plus : je dis qu'aucun écrit, soit théorique, soit de polémique, ne devrait paraître sans signature. Que d'attaques seraient impuissantes ! que de versatilités seraient constatées, que de traits lancés dans un but inavoué tomberaient d'eux-mêmes, si l'écrivain était connu !

C'est en vertu de cette pensée qu'en tête du Journal dont je publie, en ce moment, la première feuille, je crois devoir placer le manifeste qu'on va lire, manifeste qui, je n'ai aucun motif de le cacher, a déjà paru en vue de l'Assemblée nationale. Les idées qu'il exprime eussent été soutenues par moi à cette assemblée. Elles indiqueront l'esprit dans lequel sera rédigé le journal L'Examen.

**Du Travail et des Travailleurs.** — L'organisation du travail telle qu'elle a été formulée par le citoyen Louis Blanc, est à mes yeux le dernier terme de la fraternité parmi les hommes ; si jamais elle devient possible, ce ne sera que lorsqu'un décret du ciel aura imposé à la terre une paix universelle.

Tant qu'il n'en sera pas ainsi, tant que des éléments de discorde et de guerre subsisteront parmi les peuples, tant que le gouvernement d'un grand Etat sera forcé de prendre souci d'autre chose que de ses affaires d'intérieur et de famille, je doute qu'il puisse se faire le directeur-général des industries, le régulateur des prix, de revient, le marchand en gros des produits et le répartiteur des bénéfices.

C'est donc à de plus faciles moyens que je demanderai l'amélioration du sort des travailleurs. Parmi ceux qui m'apparaissent, en voici quatre que je crois devoir signaler, ce sont :

1° Le développement de l'institution des prud'hommes. Leur mission se borne encore aux règlements de différends entre le maître et l'ouvrier. Il faut que leur tutélaire intervention ne s'arrête plus à cette limite ; il faut qu'elle suive et protège le travailleur au milieu des difficultés sans nombre que créent devant ses pas les vicissitudes du travail ;

2° La création dans chaque département d'un atelier national, et d'un établissement agricole où tout travailleur inoccupé trouverait un asile, de l'ouvrage et un salaire calculé de telle sorte, qu'il y aurait toujours avantage à rentrer au service de l'industrie privée. De pareils établissements, loin d'être une charge pour l'Etat, pourraient lui devenir profitables et fourniraient au travailleur plus qu'un secours ; car il y rencontrerait en outre des éléments d'instruction ;

3° La formation d'un fonds de retraite au moyen d'une retenue sur tous les salaires qui atteindraient un chiffre déterminé, retenue qui aurait pour résultat de placer l'ouvrier de l'atelier dans des conditions pareilles à celles où se trouve l'employé, ouvrier de l'Etat ; qui provoquerait l'émulation et non pas la paresse, et dont le produit, s'il demeurait insuffisant, serait accru d'une dotation faite par l'Etat, afin d'assurer à tous les travailleurs une pension de retraite ;

4° Un examen nouveau du système des greniers d'abondance. Je crois qu'il serait possible de conserver une plus large part sur le produit des années heureuses, de telle sorte qu'il serait formé, sous la garde de l'Etat, des réserves telles que le cours des denrées deviendrait à peu près invariable, et que les spéculations si frustes, filles des jours mauvais, seraient irrévocablement arrêtées.

**Du Libre Échange.** — Je suis devenu partisan du libre échange depuis que le libre échange est devenu lui-même un peu douanier. Je ne sais si j'ai

bien compris sa parole ; mais il me semble qu'il ne tend pas, ainsi que l'indiqueraient son nom, à renverser, en peu de temps, toutes les barrières sous l'abri desquelles travaillent nos industries nationales. Loin de là, il veut que ces barrières ne s'abaissent qu'avec une sage lenteur, que lorsque des progrès certains en auront atténué l'utilité ; c'est-à-dire que son esprit devient précisément celui-là même qui préside à nos tarifs. Je ne suis donc pas son adversaire ; je vais plus loin, je dis qu'il a rendu un grand service ; qu'il a agi comme stimulant, et qu'il a obligé l'administration supérieure à plus de vigilance et d'activité.

**De l'Enseignement.** — Ce n'est que sous la surveillance de l'Etat, et après satisfaction donnée à des conditions légales, que j'admettrais la liberté d'enseignement. Que des écoles se fondaient sous l'empire de telle ou telle croyance religieuse, qu'elles adoptent pour les études tel système que bon leur semblera, libre à elles, libre aux familles d'y envoyer leurs enfants. Mais ce que je combattrai toujours, ce sera l'interdiction de s'assurer de la direction morale et politique imprimée aux esprits. Rien n'empêcherait en effet, si cette interdiction était jamais prononcée que, sous l'égide de la liberté, on ne créât des ennemis à la République.

**Des Administrations.** — La plus difficile des réformes sera, selon moi, la réforme administrative. Pour la conduire à bien, il ne suffit pas de vouloir et de pouvoir, il faut savoir. Mes idées sur ce sujet ne peuvent être développées ici. Tout ce que je puis dire, c'est qu'elles tendraient à simplifier les services, à régulariser l'avancement, à assurer à l'employé la plénitude de ses droits de citoyen, à remplacer par une noble émulation, par de légitimes espérances, les dégoûts semés à flots par le règne du favoritisme.

**De l'Assemblée nationale.** — Je ne vois pas que les grands principes d'égalité, de fraternité et de liberté, bases nécessaires de la constitution nouvelle puissent donner lieu à aucune discussion dans l'Assemblée nationale ; mais de vifs débats s'élèveront sans doute sur la forme gouvernementale à donner à notre établissement républicain.

De tous les systèmes émis à ce sujet, voici celui que je préfère : Deux chambres de représentants, dont l'une sous le nom de sénat ou de conseil des anciens ; un président de la République, chef du pouvoir exécutif, ce président responsable et révocable.

Tous ces pouvoirs ÉLUS PAR LA NATION, ET POUR CINQ ANS.

Un grand avantage recommande ce système ; il a été éprouvé. Les Etats-Unis d'Amérique présentent entre eux des divergences d'intérêts, des éléments de discorde et même de rupture, que n'offre pas, que n'offrira jamais la France. Malgré ces éternels obstacles, le système que je viens d'indiquer maintient unis tous ces Etats hostiles. Ils mènent à bonne fin de grandes guerres et partagent avec l'Angleterre l'exploitation du monde commercial. — Si donc au milieu de rivalités sans nombre, ce système produit en Amérique de pareils résultats, comment penser qu'il serait moins fécond, moins heureux dans notre France où les mêmes difficultés n'existent pas ; dans notre France dont le premier devoir, le premier soin doit être de rester ce qu'elle est, une et indivisible.

Et maintenant pourquoi cette division de la représentation nationale en deux chambres ? Je le vois : D'une part j'ai peine à admettre que dans des assemblées de neuf cents personnes, les discussions puissent conserver toujours un ordre calme, régulier, tel que l'exigent et l'importance des sujets et l'intérêt même du pays ; en second lieu, une assemblée, pas plus qu'un homme, n'est à l'abri d'entraînement, ni d'erreur. Je veux à tout pouvoir un contrôle, à tout entraînement une pondération.

J'ai dit que ces trois pouvoirs me sembleraient devoir être élus pour cinq ans.

Je ne sache pas de révolution complète qui ne soit longtemps suivie d'une sorte de fièvre nationale. Les fièvres longtemps agitées, l'inquiétude maintient le désordre, et sans l'ordre le travail ne renaît pas. C'est alors surtout qu'il faut assurer à un pouvoir régulier, assez de force, assez de vie, pour que l'on puisse dire : les fièvres émus se calmeront. Cinq années garanties à ce pouvoir rempliront ce but ; et d'un autre côté, elles ne sauraient suffire pour inspirer des craintes sur la liberté, sur la confiscation de notre République.

**Du vote universel.** — Je suis et resterai partisan du vote universel direct. — Seulement, je ne crois pas qu'il puisse, sans inconvénient, être pratiqué par département. Limité à son arrondissement, l'électeur peut juger en connaissance de cause ; il perd cette faculté si le vote a lieu par département. Cela est tellement vrai que ce n'est que par transaction que, dans des circonscriptions où le



chef-lieu renferme la majeure partie de la population départementale, certains arrondissements ont pu faire admettre quelques-uns de leurs candidats. D'un autre côté l'expression de *député de Clocher*, si souvent appliquée sous les législatures monarchiques, ne saurait avoir de valeur aujourd'hui. La République a besoin de la liberté des votes. Une monarchie seule trouve avantage à les acheter.

**Politique extérieure.** — Quand après 1830, un mouvement insurrectionnel éclata en Europe en faveur de la liberté, la France applaudit et donna un libre cours à ses sympathies. Le mouvement fut vaincu, les rayonnements de notre drapeau tricolore s'éteignirent dans le sang des victimes, et l'Europe dit : la France a un roi ; ce roi règne et gouverne ; la France n'est pas coupable. — Aujourd'hui nous n'avons plus de roi. Si la République de 1848 laissait impunément s'accomplir ce que toléra le gouvernement de 1830, que diraient l'Europe et le monde ? Qui devraient-ils accuser ?

CHARLES DE MASSAS,

Auteur du poème *les Derniers Jours de l'Empire* et de l'*Histoire des projets pour l'agrandissement et la défense du Hâvre*.

## DES GOUVERNEMENTS NOUVEAUX.

Si des rois impopulaires ont pu longtemps conserver la couronne, c'est que, parmi leurs ancêtres, il s'était rencontré des princes qui avaient su se faire aimer.

Quand, après la chute de l'Empire, les Bourbons de la branche aînée reparurent en France, quel patronage fut invoqué pour eux ? — Ce fut le souvenir de Henri IV.

Utile aux gouvernements anciens, la popularité est indispensable aux gouvernements nouveaux. Leur premier devoir, leur première condition de salut, c'est de chercher à la conquérir, et, dans ce but, d'étudier le véritable esprit, les besoins réels des peuples.

De tous les peuples de l'Europe, le plus mobile, le plus impétueux, et cependant le plus fidèle à son caractère primitif, c'est le peuple français. Je sais, non loin de nous, une nation qui, de tout temps, a placé en première ligne les intérêts matériels. Sans dédaigner le bien-être, la France, avant tout, est envieuse d'honneur. Quelle a été la cause fatale de l'impopularité et de la chute de la restauration ? — Son intronisation par l'étranger. Qui a fait naître la rapide défaveur, dans laquelle, populaire d'abord, tomba bientôt le gouvernement de 1830 ? — L'abandon de la liberté en Europe.

Vainement ces deux gouvernements nous conservèrent la paix et tous les biens qu'elle amène ; vainement l'industrie et le travail se développèrent ; vainement la richesse publique fit scintiller à tous les yeux l'éclat de l'or, la France demeura triste et inquiète. Elle avait été détournée de ses voies ; sa mission libératrice ne s'accomplissait plus. Son étoile préférée, son étoile d'honneur, resplendissante un jour, avait, le lendemain, replié ses rayons.

Vous tous qui, comme moi, avez traversé cette grande époque de 1830, vous souvient-il de l'indicible angoisse qui saisissait vos cœurs, alors que, coup sur coup, venaient retentir à votre oreille les bruits de ces luttes entreprises par des peuples qui avaient eu foi dans nos sympathies, et qui, les yeux sur nous, succombaient en nommant la France. Alors aussi c'était l'Italie, c'était la Pologne, c'était l'Allemagne, l'Allemagne qui ouvrait des souscriptions pour les blessés de nos trois jours ! Ne sentiez-vous pas alors que le moment d'agir était venu, que les traités de 1815 devaient être brisés non-seulement de droit et de fait, comme on le dit encore aujourd'hui, mais par un acte précis, irrécusable, par un acte digne de la nation qu'on nommait grande, par la reprise de nos anciennes frontières, de ces frontières où notre drapeau, debout, en face des domaines du despotisme, aurait, par sa seule présence, arrêté les coups portés à la liberté ? Et quand vous vîtes le gouvernement que de trompeuses paroles nous avaient fait accepter, déclarer que ces traités de 1815 seraient respectés, que le grand peuple resterait petit, que nous n'avions à nous occuper que de nous-mêmes, que si la liberté expirait ailleurs nous n'y pouvions rien faire, alors, je le demande, le désenchantement ne commença-t-il pas pour vous, comme l'impopularité pour le roi des barricades ?

Et quand impuissant à comprendre ce que le génie de la France, attendait de lui, ce roi vous apparut occupé surtout à cultiver son arbre dynastique, à le garantir de tout orage, à pratiquer enfin cette incroyable maxime : chacun chez soi, chacun pour soi ; quand pour vous consoler des tristes voiles qui s'étendaient de plus en plus sur l'honneur national, il offrit à votre adoration l'antique idole du veau d'or ; quand enfin l'homme, le ministre, qui pendant tant d'années se voua à l'apologie et à la défense de ce souverain, osa s'enorgueillir de la perte de toute popularité, ne comprîtes-vous pas qu'une heure suprême allait sonner ; que la révolution de 1830, trompée et indignée, briserait sa première œuvre et replacerait la France dans la voie libératrice dont on était parvenu à l'écarter.

Et maintenant cette voie est de nouveau ouverte. Puisse la même situa-

tion ne pas amener le même résultat ! Tout comme un autre, le gouvernement d'une République a besoin de popularité. Il l'obtiendra en pratiquant une politique contraire à celle de la monarchie déchue, en nous offrant de actions et non plus des paroles. Si, confinés dans les traités de 1815, emprisonnés dans les limites que l'alliance de l'absolutisme nous a faites, nous bornons à dire : « Il faut que la Pologne renaisse ; » notre voix n sera pas entendue et la Pologne ne renaitra pas. Que le même mot soit prononcé par nous sur les rives du Rhin, la Pologne renaitra toute seule. C'est de la grandeur et de la puissance de la France que dépend la liberté en Europe et dans le monde. Le despotisme est ébranlé partout, mais ses bases sont anciennes et profondes. Ne lui laissez pas le temps de se raffermir, car, si vous le faites, la popularité qui fait votre force finira par s'éloigner de vous et vous verrez la révolution de 1848 se terminer comme celle de 1830, c'est-à-dire aboutir à une révolution nouvelle. Il est d'un gouvernement comme d'un homme : plus qu'on ne le croit, son sort dépend d'une première faute.

M.

Voici, au sujet de la malheureuse Pologne, deux Strophes que nous croyons devoir citer. Publiées en 1833, dans un journal de province, puis- sent-elles ne pas retrouver, en 1848, leur ancien et douloureux à-propos.

## A LA POLOGNE (EN 1833).

Adieu, Pologne, adieu ! tombe et meurs immortelle !  
Meurs immortelle aux pieds des trois tyrans du Nord ;  
A des frères ingrats qu'en vain ta voix appelle,  
Tu dois un châtement... punis-les par ta mort.  
Mourir, c'est te venger ! c'est raver à la France  
Le monde qu'à son char enchaînait l'Espérance ;  
De ses plus beaux destins, c'est arrêter le cours ;  
De l'honneur à son sein, c'est arracher l'étoile,  
Et d'un funèbre voile  
Envelopper aux cieux son soleil des trois jours.

Ah ! quand il renaitra, quand ses feux, sur nos têtes,  
Reviendront du grand mois darder le souvenir,  
Quelle voix osera, durant nos tristes fêtes,  
Nous murmurer des mots de force et d'avenir ?  
Les vents qui balayent ton vaste cimetière  
Entre les cieux et nous étendront la poussière ;  
Partout, comme un remords, nous poursuivra ton nom,  
Et Paris, déposant sa couronne de Gloire,  
Maudira sa victoire  
En voyant ton lincoeil couvrir son Panthéon.

CHARLES DE MASSAS

## REVUE ADMINISTRATIVE.

Les Employés du service actif des douanes de Paris, au citoyen

Ministre des Finances.

CITOYEN MINISTRE,

La République a été annoncée comme devant satisfaire aux vœux et aux intérêts légitimes qui, jusqu'à ce jour, ont été méconnus ou dédaignés par le gouvernement déchue.

Après la Révolution de 1830, plusieurs pétitions furent présentées au sujet de la position des Employés du service actif des douanes. Elles demeurèrent sans résultat.

Attachés à ce service, et persuadés que le Gouvernement de la République accordera un meilleur accueil à notre demande, nous venons vous exposer notre sort avec prière de vouloir bien vous y intéresser.

Les peines et la misère auxquelles les préposés du service actif sont condamnés, n'ont jamais été bien connues. C'est ordinairement après 15 à 20 ans de bons services sur les frontières, et en consentant à abandonner nos galons de sous-officiers dans les brigades, que nous avons obtenu d'être placés à Paris, où nous pensions trouver un meilleur sort. Le traitement est, à cette résidence, de 1,200 fr. ; mais d'abord ce traitement est réduit à 1,068 francs par suite des retenues ci-après : 60 francs pour la masse, 60 francs pour la caisse des retraites, et 12 francs pour le service de santé ; ensuite, nous sommes obligés à une tenue bourgeoise (habit de ville), tenue qui nous coûte de 150 à 200 francs ; nos loyers, pour nous et nos familles, ne reviennent pas à moins de 200 à 250 francs ; il s'ensuit que c'est une somme nette de 618 francs qui doit suffire à tous les besoins de l'existence, pour nous, nos femmes et nos enfants. D'un autre côté, notre service nous appelle souvent à d'assez longues distances de Paris, et nous sommes ainsi forcés de vivre hors de notre demeure et à dépenser par conséquent beaucoup plus que dans nos ménages.



Vous voyez, Citoyen Ministre, quelle doit être notre existence dans une cité comme Paris, avec la modique somme de 618 francs ! A notre traitement fixe venaient s'ajouter, autrefois, d'assez fortes parts de saisies, qui sont maintenant presque entièrement nulles. Cela est tellement vrai, que les chefs sous lesquels nous avons l'honneur de servir, et notamment notre Directeur, ont constamment cherché à améliorer notre position ; mais ils ont malheureusement échoué dans leur louable initiative.

Nous appelons donc, Citoyen Ministre, toute votre bienveillante attention sur notre position, persuadés qu'elle éveillera votre sollicitude.

Les Préposés des douanes, Citoyen Ministre, ne se bornent pas toujours à assurer les perceptions, à arrêter la fraude, à repousser des séductions que l'aspect de leur misère rend plus fréquentes. Ils ont fait plus : ils n'ont jamais hésité un seul instant à concourir aux mesures d'ordre et de police, et à défendre leur pays au prix de leur sang. Ils l'ont fait sur les champs de bataille, et ils sont prêts à le faire encore. Ils espèrent donc que le Gouvernement de la République ne repoussera point le juste vœu que les gouvernements précédents ont dédaigné, celui de voir une augmentation de salaire venir adoucir leur position actuelle et rendre plus supportable à ceux qui leur succéderont, leur laborieuse et pénible carrière.

*Vive la République !*

Nous sommes avec le plus profond respect,

Citoyen Ministre,

Vos très humbles et très obéissants serviteurs.

(Suivent les signatures au nombre de 93.)

Les préposés des douanes, signataires de cette lettre, ont parlé de leur position. Nous allons compléter le tableau qu'ils ont tracé en indiquant la situation de leurs frères des frontières. C'est avec un traitement de 600 fr. qu'ils entrent dans les douanes. Les retenues diverses que subit ce traitement le réduisent à 37 fr. par mois, et, pour tous ceux qui restent simples préposés, cet état de choses dure jusqu'à la retraite.

Tel est le sort d'une foule d'employés dont les fonctions cependant exigent dévouement, probité, courage ; dont la vie est incessamment menacée, et qui, de deux jours l'un, n'ont d'autre abri que la voûte du ciel. — Espérons que la République se montrera à leur égard moins inhumaine que les divers gouvernements ses prédécesseurs.

#### ÉLECTIONS.

La lettre que l'on va lire a été adressée, le 30 avril dernier, à M. Marrast, maire de Paris. Au moment où le département de la Seine va être appelé à élire de nouveaux députés, nous ne pouvons nous empêcher de regretter que cette lettre soit restée sans résultat et sans réponse :

« CITOYEN MAIRE,

« La République ayant donné à tout citoyen le droit d'élire et d'être élu, beaucoup de candidats nouveaux ont paru, dans la lice électorale, à côté de candidats des longtemps illustres. Ce que ces derniers n'avaient nul besoin de faire, les premiers ont dû l'accomplir ; ils ont dû se produire à des tribunes publiques, émettre leurs principes, leurs vœux pour le pays, exposer en un mot leur existence, leurs pensées et se livrer ainsi au jugement de leurs concitoyens. Il en est résulté que beaucoup ont obtenu des suffrages, très insuffisants il est vrai pour les porter à l'Assemblée nationale, mais qui, donnés par des concitoyens, conquis par de loyales paroles, témoignages enfin d'une incontestable estime, n'en sont pas moins un honneur dont il convient d'être jaloux.

« C'est sous l'empire de cette pensée, Citoyen Maire, que je viens vous exprimer le vœu de voir incessamment livrer à la publicité les noms des candidats qui, dans le département de la Seine, ont obtenu plus de cent voix. Rien ne prouve en effet que, parmi ces noms, il ne s'en trouvera pas qui, promulgués d'hier et entourés seulement de cent suffrages, n'en obtiendront pas, un jour, plus de cent mille. Les enfoncer dans l'obscurité, ce serait non seulement déposséder des citoyens d'un honneur noblement acquis, mais encore les déshériter de l'avenir. Or tel n'est pas assurément l'esprit de notre République.

« Je me plais à espérer, Citoyen Maire, que ce vœu, formulé par moi, mais qu'un grand nombre d'électeurs appuie, sera entendu par vous et que la liste dont il réclame la production sera bientôt publiée. Agréez, etc. »

Plus de trente signatures avaient été inscrites au bas de cette lettre, et si, pour que son but fût rempli, il n'eût fallu qu'un plus grand nombre d'adhésions, c'est par centaines qu'on les aurait recueillies. Il est positif, en effet, que si la liste demandée avait été affichée, des renseignements auraient été pris sur bien des candidats qui se représentent aujourd'hui, et que les électeurs, plus éclairés, auraient pu plus facilement arrêter leur choix. D'ailleurs, ce n'est pas seulement à celui qui avait obtenu des suffrages que la publication de cette liste aurait procuré une légitime satisfaction ; c'est encore à ceux-là même qui avaient donné leur vote.

Nous ajouterons, en terminant, que de la part d'un candidat qui pense avoir obtenu plus de mille suffrages, un citoyen s'est présenté à l'Hôtel-de-Ville et a demandé à connaître le véritable chiffre des votes. On lui

aurait répondu que cela était impossible, la plupart des mairies n'ayant pas fourni les éléments nécessaires. Nous pensons que le citoyen dont il s'agit, a mal compris cette réponse ; sans cela nous verrions dans ce fait une gravité qui n'échapperait du reste à personne. M

#### REVUE GÉNÉRALE.

##### LE ROI DES BELGES ET L'EMPEREUR D'AUTRICHE.

###### Moyens nouveaux de conserver une couronne.

Le roi des Belges est l'auteur de ce moyen. « C'est pour vous et non pour moi que je suis roi, a-t-il dit à Messieurs les Belges, et pour peu que la royauté ait cessé de vous convenir, je suis prêt à la quitter. » A partir de cet instant, le roi des Belges s'est trouvé plus tranquille que jamais sur son trône.

L'empereur d'Autriche a fait plus. Les tumultes de sa capitale l'obsédaient. Aujourd'hui une constitution, demain une autre. Vainement il changeait tous ses ministres... Hélas ! leur popularité durait à peine un jour. Que de soucis, bon Dieu ! pour un monarque accoutumé à un *statu quo* traditionnel ! le pauvre empereur n'en pouvait plus. — Metternich n'était plus là. — Il n'a pris conseil que de lui-même, et c'est là peut-être ce qui l'a sauvé... Il a fait venir sa voiture, et puis... il est parti.

Il est parti ! Un empereur d'Autriche en fuite ! quel prodige ! — Je sais un peuple qui n'aurait pas hésité à dire : « Bon voyage ! » et qui, même sur les pas de l'illustre fugitif, aurait poussé l'irrévérence jusqu'à parler de république. Mais on est moins prompt en Autriche. Que deviendrait l'empereur ? Qui nous rendra notre empereur ? Maudite soit la Constitution ! maudite l'Université ! maudites les réformes ! Voilà ce qu'a dit l'Autriche, et l'Autriche court après son empereur !

Je parierais très volontiers que le noble empereur d'Autriche rentrera triomphalement dans le séjour de ses aïeux, et que son sceptre, dans ses mains, reparaitra plus brillant et plus solide que jamais.

Singulier siècle que le nôtre ! Voici que les couronnes elles-mêmes s'avisent de ressembler au célèbre chien de Nivelles ? « Les cherche-t-on, elles s'enfuient ; les fuit-on, elles reviennent. »

##### LE ROI DE NAPLES.

Electeurs qui, sous la République, pourriez encore vouloir la paix à tout prix, ne me choisissez pas pour l'Assemblée nationale. Si j'y étais, si, après avoir reconnu la réalité des faits qui viennent, dit-on, de s'accomplir à Naples, j'entendais proposer un décret ainsi conçu : « Le roi de Naples a cessé de régner, » je le voterais à l'instant.

Frères de la garde nationale, que dites-vous de ce qui s'est passé à Naples ? Ces milliers de gardes nationaux massacrés, ne formaient-ils pas la population la plus éclairée de cette malheureuse ville ? n'étaient-ils pas, eux aussi, vos frères ? Et vous, peuple de travailleurs, que vous soyez, oui ou non, dans les rangs de la garde nationale, vous qui, deux fois maîtres de Paris, avez respecté ses richesses, que dites-vous de ces hordes furieuses déchaînées par un roi sur sa capitale et s'enivrant de sang et de pillage ?

Par quels malheurs, quels sacrifices, faudra-t-il donc payer les secours de la France ? Vous qui présidez aux destinées de la République, n'avez-vous pas dit que lorsqu'un peuple, par des faits patents, par un élan unanime, protesterait contre la tyrannie, vous ne le laisseriez pas mourir ? Regardez Naples massacrée, Messine une fois encore bombardée ! Que signifient vos promesses si vous n'agissez pas !

##### LE ROI CHARLES-ALBERT.

La Lombardie se prépare à lui offrir sa couronne, et la Lombardie a raison. On vient de voir en quels termes nous avons parlé du tyran des Deux-Siciles. Nous n'hésitons pas à dire : Béni soit, Charles-Albert, le libérateur de l'Italie ! M.

#### NOUVELLES DU 23 MAI.

Deux faits graves viennent, assure-t-on, de s'accomplir. M. Blanqui a été arrêté, rue Montholon, n° 14. — M. Émile Thomas, directeur des Ateliers nationaux, a été enlevé de son domicile et conduit sous escorte à Bordeaux.

La première de ces nouvelles paraît certaine. Nous ayons ne pas croire à la seconde, telle du moins qu'elle nous est présentée. M. Émile Thomas était, depuis quelque temps, l'objet de très vives attaques ; nous ignorons si elles étaient de nature à donner lieu à une arrestation régulière ; mais nous doutons que le gouvernement de la République ait pu se décider, à ce sujet, à une mesure qui rappellerait les jours de la terreur.



## ÉCONOMIE SOCIALE.

## De l'étude des langues mortes comme base de l'enseignement.

J'ai fini mes études à quinze ans. Deux prix que j'avais recherchés pour satisfaire aux vœux d'un père et d'une mère avaient été obtenus. Heureux de ce succès, fier de l'avenir qu'un discours de rhéteur promet toujours aux jeunes élèves, je vis avec une indicible joie les portes du collège rouler sur leurs gonds de fer et laisser venir jusqu'à moi l'air du monde et de la liberté. Ce monde pour lequel je venais de subir sept années d'esclavage, ce monde, objet de tant de rêves et dans lequel enfin j'allais entrer, je me croyais façonné pour lui. Les années consacrées à acquérir les moyens de lui plaire, me semblaient constituer un droit réel à sa bienveillance. Supposer que cette éducation, ces peines, ces années si précieuses, puisqu'elles sont la base de toute une existence, ne produiraient pour moi, dès mon début dans la société, qu'une accablante déception, cela ne pouvait entrer dans ma pensée. Je me disais : j'ai suivi les leçons des sages, et les sages qui n'ont fait que pratiquer à mon égard les systèmes employés par leurs devanciers, n'ont pu ni se tromper, ni me tromper.

Bien pénétré de cette croyance, je supputai les doctes trésors dont l'enseignement traditionnel de mes maîtres m'avait rendu possesseur. Horace, Virgile, Tacite, expliqués presque sans le secours d'un dictionnaire, me semblaient un assez passable fortune. Quelques mots de grec m'autorisaient à citer le nom d'Homère. Le catéchisme, bien que moins séduisant que la mythologie, était pour moi une incontestable vérité. Comment, avec un tel cortège de grec et de latin, de vrais et de faux dieux, ne pas briller d'un intéressant éclat au moment de ma bien-venue parmi les hommes.

Je fus trompé. Parvenu sur cette grande scène, mêlé à ses tumultueux acteurs, je voulus parler à mon tour, et bientôt la parole expira sur mes lèvres. Que dire ? je voyais partout des Français, des Anglais, des Allemands, des Italiens, des vivants enfin de toute allure et de tout langage, mais je ne voyais aucun des morts que l'on m'avait appris à connaître, et quand, à ces vivants, je crus devoir montrer que je savais les langues des morts, un chuchotement fort clair me rappela que, dans le vocabulaire usuel, se trouvait, même pour un écolier, le mot de pédant.

O mes prix, ô mes couronnes, ô Virgile, que devintes-vous à mes yeux ! Et vous, plus précieuses cent fois que toutes les défunes immortalités, ô mes jeunes années, à quoi m'aviez-vous servi ! Hélas ! une compréhension lucide de quelques mots d'anglais ou d'allemand, m'eût été cent fois plus utile que toute cette science antique qui, refoulée en moi par le seul aspect de la société moderne, m'oppressait du sentiment amer que produisent les sacrifices vains et les jours perdus. Rien, absolument rien, parmi tout le bagage intellectuel que l'on m'avait donné pour traverser la vie, ne pouvait recevoir, dans cette vie, d'application immédiate et profitable. On avait voulu me rendre propre à toutes choses, je ne l'étais à aucune, et quand la sollicitude paternelle m'interrogeait sur le choix d'une carrière, je m'égarais dans un vague infini, cherchais sans voir et rêvais sans penser. Recourir à une éducation nouvelle était impossible. L'âge des actions était venu ; le temps avait amené des obstacles, et une déception première me rendait paresseux à recommencer.

Ce n'est pas sans une sorte d'angoisse que je me rappelle les pénibles impressions que me fit éprouver ce non sens de mon éducation première. Elevé grandi au milieu d'un monde qui n'était plus, nourri de ses idées, bégayant sa parole, je me trouvai déplacé parmi le monde réel, pour lequel je n'avais pas été formé. Je demandai des compensations à mes livres accoutumés. Ni l'avantage de pouvoir leur emprunter parfois une agaçante épigraphe, ni la célèbre cacophonie du *Quadrupedante putrem sonitu*, ni la séculaire majesté de l'*Insandum regina juber*, ne m'offrirent une indemnité suffisante des connaissances pratiques dont je manquais absolument. Embarrassé des autres et de moi-même, je ne tardai pas à tomber dans une espèce d'abattement. Un moment je me sentis ennuyé de la vie, et depuis, et bien souvent, quand j'ai lu les récits de ces étranges suicides, accomplis avant même que les jeunes victimes eussent pu connaître les difficultés sérieuses de l'existence, je me suis demandé si ces morts innaturelles n'avaient pas pour principale cause cette éducation si négative dans ses dons, si menteuse dans ses promesses, qui vous jette à une société moqueuse, tout chargée d'oripeaux qu'elle ne porte pas, tout imbu de pensées qu'elle n'a plus, qui vous pose en face du passé quand il vous faut aller à l'avenir, et ne remplit votre âme que d'oubli. Entre le monde que l'on fait étudier à l'enfant et celui où l'homme doit figurer, existe un abîme de déceptions et de dégoût. Ceux-là le franchissent sans peine qui, portés sur le char de l'opulence, savent qu'ils s'en vont sur une scène de dissipations et de plaisirs. Ceux pour qui le travail est une nécessité, l'abondent en tremblant, y cheminent à tâtons et souvent s'y perdent, faute d'en avoir appris les sentiers.

Loin de moi la prétention d'intéresser qui que ce soit à la très simple histoire de mes jeunes années ; toutefois, j'ai pensé qu'à cause même de sa vulgarité, cette histoire devait être celle de la plupart des élèves, et j'ai parlé de moi, croyant parler de presque tous. — Continuant donc ce mode de raisonnement, je trouve que ces langues mortes que je possédais à quinze ans, je les comprenais à peine à vingt ans ; qu'à vingt-cinq, elles avaient entièrement disparu de mon souvenir, que leur inutilité pour mon existence avait été si complète, que je n'avais pas eu une seule fois à regretter leur perte, et qu'enfin ce qui m'est arrivé, est arrivé aussi à la presque totalité de mes condisciples en Homère et en

Virgile. Je trouve encore que j'ai mille fois déploré mon ignorance des langues vivantes, et que si, dès le principe, au lieu de remplir ma mémoire de fugitives consonnances grecques et latines, on y eût incrusté les notions d'une ou de plusieurs langues modernes, je n'aurais rien oublié ; car, à chaque instant, j'aurais eu à appliquer, non-seulement sans ridicule, mais encore avec avantage, les éléments de mon éducation. Les travaux de l'enfant n'auraient pas été perdus pour l'homme.

Malgré l'évidence de ces vérités, je comprends sans peine le retard apporté à l'adoption des changements qu'elles conseillent. Durant bien des siècles aucune langue digne de ce nom ne fut parlée en Europe. Entre la civilisation ancienne et la civilisation actuelle, un immense chaos a existé, et ce n'était pas dans les idiômes informes et variables du moyen âge que pouvaient convenablement se traduire les merveilles intellectuelles des temps passés. Les lumières n'avaient qu'un flambeau, les idées civilisatrices qu'un sanctuaire, et pour se procurer le feu sacré, il fallait d'abord conquérir les clefs du temple. Mais aujourd'hui tout a changé ; mille flambeaux se sont allumés au flambeau antique. Les langues se sont fait s comme les peuples : héritières des richesses d'autrefois, elles les ont accrues de leurs propres richesses, et, toutes, elles possèdent, dans tous les genres, des chefs-d'œuvre devant lesquels s'inclinerait à son tour la docte antiquité. Supposer que l'étude de ces langues nouvelles profiterait moins à l'intelligence d'un enfant que celle des langues mortes, ne serait autre chose qu'une stupide immolation de l'incontestable supériorité moderne.

Que l'on ne s'imagine pas d'ailleurs que le changement, si utile selon moi, à introduire dans l'instruction publique, aille jusqu'à proscrire complètement les langues anciennes. Non, et je vais plus loin, cela ne se peut ; du jour où l'on a laissé l'élégance, plutôt que la sagesse académique, pénétrer dans un dictionnaire, les mots qu'il serait permis d'appliquer aux idées, on s'est rendu, en France surtout, tributaire à toujours de nos séculaires modèles. Grâce aux lois établies par cet aréopage, notre langue qui, à l'époque où écrivait Montaigne, aurait pu encore se créer un génie et des ressources à elle, se trouva tout-à-coup emprisonnée dans une espèce de cercle légal ; elle cessa d'être ingénieuse à se former des types, d'être locutions qui lui fussent propres, et chaque fois que les progrès des sciences et les développements de la civilisation exigèrent des expressions nouvelles, force fut de franciser, avec plus ou moins d'étrangeté, du grec ou du latin. Les choses en sont venues à ce point, que deux langues très distinctes existent dans la nôtre, la langue usuelle d'abord, puis la langue scientifique qui, incompréhensible pour la très grande majorité de la population, présente un invincible obstacle à cette propagation des lumières tant prônée de nos jours, et fait que chez le peuple le plus intelligent peut-être de tous les peuples, la science, apaisée seulement de quelques-uns, reste isolée dans une étroite sphère faute d'un langage simple qui mette ses rudiments à la portée des masses. Cet état de choses est regrettable sans doute, mais enfin il existe ; c'est un fait accompli contre lequel toute récrimination est inutile, et duquel il résulte que pour ceux qui voudront s'élever à la hauteur scientifique de notre époque, l'étude des langues anciennes est et restera une nécessité. Je suis donc bien loin, ainsi que je l'ai dit plus haut, d'en désirer l'abandon ; mais comme, sous ce point de vue même, cette étude ne doit profiter qu'à un petit nombre et en raison des positions sociales, je dis qu'elle devrait être le complément et non la base de l'instruction générale dans les collèges ; qu'il faudrait finir et non commencer par elle.

Je ne crains pas d'avancer que sur cent élèves qui, après avoir passé de six à huit années sur les bancs collégiaux, en sortent nantis des provisions grecques et latines que j'en emportai moi-même, quatre-vingt-quinze, au moins, sont obligés, par le seul effet de leur contact avec la société, de rejeter l'inutile fardeau dont on a chargé leur mémoire, et de se livrer, non sans déplorer une irréparable perte de temps et d'argent, à des travaux sans rapport, pour la plupart, avec leurs études premières. J'ajoute que si cent élèves étaient, dès le début, appliqués à l'étude d'une langue vivante, ils acquerraient tous, pendant leur séjour sur les bancs scolaires, non-seulement un développement de leurs facultés, égal à celui procuré par l'étude des langues mortes, mais encore un trésor impérissable de ressources, et que, pour ceux qui se trouveraient amenés à l'étude des langues anciennes, cette étude exigerait à peine deux années, car elle serait entreprise avec l'aide d'une intelligence faite ou d'une volonté éclairée.

Peut-être à l'appui de ces assertions conviendrait-il, en ce moment, de faire parler des faits ; mais cet article est déjà assez long, et l'exposé des preuves aussi nombreuses que décisives, qu'il me serait donné d'offrir, lui ferait dépasser par trop les limites assignées. J'arrive donc immédiatement à la conclusion en vue de laquelle j'ai écrit ces *regrets d'un vieux collégien*, conclusion que chacun déjà devine, et que ma voix, je l'espère, ne sera pas seule à soutenir : c'est que celui-là aura bien mérité de la société entière, qui ne se laissant pas intimider par les obstacles que susciteront inévitablement devant lui les traditions, les habitudes, et surtout les vanités ; s'appuyant sur les destinées nouvelles assurées au monde par le rapprochement des peuples, parviendra à faire décider que dans les collèges de l'État, les élèves seront exercés de prime abord à l'étude des langues vivantes, à des études, utiles à tous, utiles toujours et non plus à des études profitables seulement à quelques uns, et que les sept huitièmes des élèves, à peine affranchis de la captivité de l'école, sont forcés par convenance, par raison, par nécessité de perdre à jamais de vue.

CHARLES DE MASSAS.

Imp. de Mme de Lacombe, rue d'Enghien, 42.